

**À BAS LA REFORME DARCOS DU LYCÉE ET DES CONCOURS !
À BAS LES CONTRE-RÉFORMES, DU PRIMAIRE AU SUPÉRIEUR !
À BAS LES SUPPRESSIONS DE POSTES ET DE COURS !**

***EXIGEONS DES DIRECTIONS SYNDICALES QU'ELLES ROMPENT
TOUTE NEGOCIATION AVEC DARCOS ET CONSTRUISENT
LA GRÈVE TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER !***

ORGANISONS-NOUS POUR L'IMPOSER !

La réforme du lycée, la réforme des concours, les suppressions de postes massives, les attaques contre l'enseignement primaire et l'Université constituent un terrible plan d'ensemble contre l'enseignement public. Une très large majorité des enseignants y est opposée. Or que proposent les directions syndicales ? Comme d'habitude, des « négociations » avec le ministre, appuyées par des « journées d'action » dispersées, sans volonté de construire la grève tous ensemble.

Les directions syndicales doivent rompre toute négociation avec Darcos et construire une vraie grève

Il n'y a rien à négocier avec ce gouvernement qui a montré que les « concertations » visaient uniquement à donner la caution des directions syndicales à ses projets réactionnaires : précarisation du travail, remise en cause du droit syndical, allongement de la durée de cotisation pour les retraites, etc. Le SNES, par exemple, n'a toujours pas retiré sa signature des 15 points de convergence pour la réforme du lycée, où elle figure au côté de celle de Darcos et du syndicat majoritaire des chefs d'établissement. Or le ministre ne cesse de s'appuyer sur cet accord pour légitimer sa réforme. La position des directions syndicales est donc un enjeu de la lutte. Il ne faut pas se détourner des syndicats, outils importants des luttes victorieuses, mais se battre pour se les réapproprier par la base, afin qu'ils jouent leur rôle, celui de la lutte et non de la collaboration de classe. Dans les établissements, il convient de réunir des AG pour informer, définir les revendications, préparer l'affrontement, vers la grève tous ensemble et en même temps.

Quelles alliances stratégiques pour un combat victorieux ?

Toute lutte sérieuse contre la réforme repose sur les épaules de ceux qui font fonctionner le système éducatif (enseignants, CPE, surveillants, personnel ouvrier et administratif), car ils possèdent la capacité de le bloquer. Bien que sans effets directs sur l'économie, cette mobilisation, si elle est prolongée à l'échelle nationale, a un impact politique considérable. — L'expérience récente a montré le poids des lycéens dans le rapport de force avec le pouvoir. Il est donc essentiel pour les enseignants de nouer une alliance stratégique avec eux. Cela suppose qu'ils commencent par se mobiliser eux-mêmes : en 2008, le mouvement lycéen a été particulièrement fort là où les enseignants se sont les premiers lancés dans la bataille. Mais il faut aussi expliquer la réforme prévue aux lycéens, et non les laisser se faire manipuler par Darcos et les médias. Il faut les aider à obtenir le droit de se réunir entre eux dans les lycées pour discuter de la réforme. — Quant aux parents d'élèves, il faut leur expliquer la nocivité de la réforme pour leurs enfants et de gagner leur soutien à la lutte. En outre, ils sont aussi en majorité salariés d'autres secteurs, également touchés par les contre-réformes de Sarkozy et déjà ou bientôt par la crise économique. À ce titre, ils sont les alliés les plus précieux, car seul un mouvement d'ensemble, une grève générale, pourra permettre d'infliger enfin une défaite à l'arrogante offensive capitaliste contre tous les acquis sociaux.

Seule la grève générale de l'Éducation, ouvrant la voie à d'autres secteurs, peut permettre de gagner

C'est pourquoi la plate-forme de revendications ne doit pas être corporative, mais préparer par son contenu la jonction entre le premier et le second degré, entre l'Éducation et le reste de la Fonction publique, entre le public et le privé. Le gouvernement a trouvé, avec la complicité du PS, des centaines de milliards pour sauver les banques, les compagnies d'assurance, les grands groupes capitalistes. Cela prouve que l'argent existe : il est possible de remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite, de payer des salaires décents à tous les travailleurs, de donner du travail à tous. Si ces milliards coulent aujourd'hui dans les poches des patrons et des banquiers, c'est une pure question de rapports de force : l'État est entre leurs mains, que ce soit Sarkozy ou Hollande au pouvoir. Pour vaincre, il faut une grève générale de l'Éducation, susceptible d'entraîner d'autres secteurs vers une grève générale. Car la bourgeoisie recule de façon significative seulement lorsque son pouvoir est menacé. Plus fondamentalement, seul un gouvernement des travailleurs serait à même de réorganiser le système éducatif de façon progressiste en lui attribuant tous les moyens nécessaires pour fonctionner et en donnant à l'enseignement et au savoir un caractère vraiment émancipateur.

L'expérience des dernières années montre que les « journées d'action » sans lendemain sont impuissantes

Si nous refusons de nous résigner à voir l'enseignement public détruit, il faut nous préparer à un combat difficile. Il faut que les directions syndicales préparent, organisent et appellent à la grève générale de l'éducation jusqu'à la victoire, dans la perspective de la grève générale contre Sarkozy. On ne saurait s'en remettre pour la lutte au seul bon vouloir des directions syndicales : il faut que les militants combatifs de toutes tendances impulsent à la base des AG permettant de coordonner la lutte à tous les niveaux, dans la perspective d'un comité national de grève. C'est à la fois un moyen de faire pression sur les appareils pour qu'ils rompent avec le gouvernement et s'engagent sur la voie du combat, et la condition pour que les travailleurs eux-mêmes puissent contrôler leur propre mouvement.